

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2015/27115]

16 JUILLET 2015. — Décret instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, modifiée par la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 et par la Directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011.

Le présent décret transpose partiellement la Directive 2004/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° accord de coopération : l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public Viapass sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

2° administration : l'administration désignée par le Gouvernement;

3° classe d'émission euro : les classes établies sur la base des limites d'émission, définies à l'annexe 0 de la Directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, modifiée par la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 et la Directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011;

4° déclaration du secteur à péage : déclaration par laquelle un percepteur de péages définit les conditions générales telles que visées à l'article 5, 2°, de la Décision 2009/750/CEE de la Commission du 6 octobre 2009 relative à la définition du service européen de péage électronique et à ses aspects techniques, et auxquelles les prestataires de services doivent satisfaire pour recevoir accès au secteur à péage concerné;

5° dispositif d'enregistrement électronique : l'équipement électronique embarqué destiné à localiser le véhicule dans lequel il se trouve et qui, avec ou sans l'aide d'un appareil électronique à distance, traite des données pour permettre l'enregistrement des kilomètres ou des parties de kilomètres parcourus, ainsi que le calcul du prélèvement kilométrique sur la base des distances parcourues enregistrées;

6° données relatives au déplacement : la localisation du véhicule, l'heure et la date des kilomètres ou des portions de kilomètres enregistrés;

7° moyen de paiement garanti : moyens de paiement par lesquels le prestataire de services peut percevoir, à première demande, le prélèvement kilométrique et, le cas échéant, les frais de perception facturés au détenteur du véhicule, sans autre autorisation du détenteur du véhicule et sans que celui-ci ne puisse annuler le paiement qui a été effectué avec le moyen de paiement;

8° percepteur de péages : la personne morale de droit public qui a reçu de la Région wallonne, la gestion ou la concession de la route ou d'une portion de celle-ci;

9° péage : le terme « péage » a la même signification que l'expression « prélèvement kilométrique »;

10° prestataire de services : toute entité juridique acceptée par un percepteur de péages sur son secteur à péage qui offre aux utilisateurs un service de facturation, de perception, et de transfert du prélèvement kilométrique au percepteur de péages sur la base de données enregistrées par un dispositif d'enregistrement électronique;

11° prestataire de services désigné (Single Service Provider) : le prestataire de services avec lequel, en application du contrat concernant la réalisation d'un marché conjoint au sens de la législation relative aux marchés publics, un contrat DBFMO a été conclu et qui, sous sa responsabilité, met l'équipement de contrôle fixe et mobile à la disposition des régions chargées du contrôle du prélèvement kilométrique;

12° contrat DBFMO : le contrat conclu par Viapass avec le prestataire de services désigné (Single Service Provider), en exécution de la Convention de marché conjoint telle que visée au point 13°;

13° Convention de marché conjoint : le contrat relatif à la réalisation d'un marché conjoint au sens de l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services conclu entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la SOFICO;

14° route : les routes et leurs dépendances;

15° secteur à péage : une partie du réseau routier, en ce compris des structures comme un tunnel, un pont ou un transbordeur, pour laquelle un percepteur de péages perçoit un prélèvement kilométrique ou pour laquelle un prélèvement kilométrique peut être perçu, mais dont le tarif est nul;

16° véhicule : un véhicule à moteur ou un ensemble de véhicules articulés prévu ou utilisé, soit partiellement, soit exclusivement, pour le transport par route de marchandises, et dont la masse maximale autorisée (MMA) est de plus de 3,5 tonnes;

17° Viapass : le partenariat interrégional créé par l'article 18 de l'accord de coopération;

18° zone tarifaire : un segment de route limité avec un début et une fin fixes pour l'utilisation duquel dans un sens bien déterminé, un tarif T_z déterminé de manière univoque et en rapport avec la distance parcourue est d'application.

CHAPITRE II. — *Prélèvement kilométrique*

Art. 3. On entend par prélèvement kilométrique, la redevance qu'une personne morale de droit public qui a reçu de la Région, la gestion ou la concession de la route ou d'une portion de celle-ci, perçoit en vertu d'un contrat de gestion ou d'un contrat de concession conclu avec cette dernière, comme rémunération pour l'usage, par un véhicule, de cette route.

CHAPITRE III. — *Exigibilité du prélèvement kilométrique et redevable*

Art. 4. Le prélèvement kilométrique est dû par kilomètre ou partie de kilomètre parcouru par un véhicule déterminé, au moment où le kilomètre ou la partie de kilomètre a été parcouru et enregistré.

L'enregistrement des données relatives au déplacement est effectué à l'aide d'un dispositif d'enregistrement électronique.

Art. 5. § 1^{er}. Le redevable du prélèvement kilométrique est :

1) soit la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule a été immatriculé auprès de l'autorité chargée de l'immatriculation des véhicules en Belgique ou à l'étranger ;

2) soit le détenteur du véhicule étant entendu comme le conducteur ou toute autre personne qui dispose effectivement du véhicule.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu de se référer, dans le cas d'un ensemble de véhicules articulés, à l'immatriculation du véhicule à moteur.

§ 2. A défaut de paiement du prélèvement kilométrique ou de l'amende administrative visée à l'article 22 par la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation, le détenteur du véhicule est solidairement tenu au paiement du prélèvement kilométrique ou de l'amende administrative, sous réserve de son recours contre la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation.

§ 3. Le redevable visé au premier paragraphe peut, lorsqu'il met le véhicule à la disposition d'un tiers de façon permanente ou habituelle, par location, leasing ou tout autre contrat à l'exclusion du contrat de travail, désigner ce tiers, avec son accord, comme redevable.

Le redevable originel du véhicule reste solidairement responsable de la bonne exécution des obligations du tiers précité.

Le Gouvernement peut fixer par arrêté les conditions, les limites et les règles d'application de cette faculté.

§ 4. Le redevable du prélèvement kilométrique doit placer dans le véhicule un dispositif d'enregistrement électronique préalablement à l'utilisation de toute route, quelle que soit la catégorie administrative de celle-ci et qu'elle soit ou non donnée en gestion ou en concession. Le redevable conclut, à cet effet, un contrat avec un prestataire de services.

CHAPITRE IV. — *Calcul du prélèvement kilométrique*Section 1^{re}. — *Formule de calcul*

Art. 6. Le prélèvement kilométrique est fixé selon la formule (hors T.V.A.) suivante :

$$= \sum_Z T_Z K_Z$$

où :

T_z = le tarif, hors T.V.A., applicable dans une zone tarifaire déterminée, pour les kilomètres parcourus, dans un sens bien déterminé, à un moment bien déterminé, exprimé en centimes d'euros par kilomètre;

K_z = le nombre de kilomètres parcourus à prendre en compte dans chacune de ces zones tarifaires.

Section 2. — *Mode de calcul du tarif*

Art. 7. § 1^{er}. Le tarif T_z est déterminé comme suit :

$$T_z = F_x (BT + a_x A + b_x G + c_x E_N + d_x E_T + e_x E_p) \text{ où :}$$

1° $F = 1$ pour les zones tarifaires qui comprennent les routes ou les segments de routes pour l'utilisation desquelles le prélèvement kilométrique est dû et 0 pour les autres routes ou segments de route;

2° BT = tarif de base ;

3° A = variable fonction du type de route :

- les autoroutes et rings autoroutiers;

- les autres routes régionales.

Le Gouvernement est habilité à déterminer de nouveaux types de route.

4° G = variable fonction de la catégorie de masse à laquelle appartient le véhicule. Les différentes catégories sont les suivantes :

a) MMA supérieure à 3,5 tonnes et inférieure à 12 tonnes ;

b) MMA supérieure ou égale à 12 tonnes et inférieure ou égale à 32 tonnes ;

c) MMA supérieure à 32 tonnes.

Le Gouvernement est habilité à déterminer de nouvelles catégories de masse maximale autorisée (MMA) ;

5° E_N = variable fonction de la classe d'émission euro;

6° E_T = variable fonction du moment;

7° E_P = variable fonction du lieu ;

8° a, b, c, d et e = coefficients de pondération.

§ 2. Dans le cas où le facteur F, visé au paragraphe 1^{er}, est égal à 1, le tarif ne peut jamais être inférieur à zéro centime.

§ 3. La valeur du tarif de base, des variables et des coefficients de pondération utilisés dans la formule tarifaire sont déterminés par le percepteur de péage et soumis à l'approbation du Gouvernement qui statue et publie par arrêté la valeur du tarif de base, des variables et des coefficients de pondération utilisés dans la formule tarifaire.

Le tarif de base est indexé en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Section 3. — Calcul du nombre de kilomètres à prendre en compte

Art. 8. § 1^{er}. Le nombre K_z de kilomètres parcourus, dans une zone tarifaire, à prendre en compte est déterminé selon la formule suivante :

$$K_z = KM \times (100 \% - C)$$

où :

KM = le nombre de kilomètres enregistrés dans la zone tarifaire en question où un tarif T_z est applicable à cet instant pendant un jour calendrier déterminé;

C = un facteur de correction appliqué pour compenser les imprécisions de l'enregistrement.

z = les différentes zones tarifaires définies à l'article 2, 18.

Vu qu'il est possible que le Tarif T_z varie dans le temps et par sens de circulation, K_z sera calculé séparément pour chaque valeur survenue de T_z pendant l'utilisation du segment de route en question.

KM est comptabilisé jusqu'à trois décimales après l'unité et arrondi au millième supérieur ou inférieur selon que le chiffre des dix millièmes atteint ou non 5.

§ 2. Le facteur de correction visé au paragraphe 1^{er} est fixé à une valeur de 1,5 %. Ce facteur de correction peut être modifié, par le Gouvernement, en fonction de l'évolution technologique.

§ 3. Les zones tarifaires sont déterminées par le percepteur de péage et soumises à l'approbation du Gouvernement qui statue et publie par arrêté les zones tarifaires.

CHAPITRE V. — Exonérations

Art. 9. § 1^{er}. A la demande du redevable, est exonéré du prélèvement kilométrique :

1° le véhicule qui est exclusivement utilisé pour et par la défense, la protection civile, les services d'incendie et la police, et est reconnaissable en tant que tel ;

2° le véhicule qui est équipé spécialement et exclusivement à des fins médicales et est reconnaissable en tant que tel ;

3° le véhicule de type agricole, horticole ou forestier qui n'est utilisé que de manière limitée sur la voie publique en Belgique et qui est exclusivement utilisé pour l'agriculture, l'horticulture, l'aquaculture ou la sylviculture.

§ 2. Est également exonéré sans qu'il soit nécessaire d'introduire une nouvelle demande, le véhicule visé au paragraphe premier qui est exonéré du prélèvement kilométrique par la Région de Bruxelles-Capitale ou par la Région flamande en vertu des législations qui y sont applicables.

§ 3. Le redevable visé au paragraphe 1^{er} adresse sa demande d'exonération via un enregistrement électronique au percepteur de péages si :

1° son adresse, telle que mentionnée dans les coordonnées du titulaire figurant sur le certificat d'immatriculation du véhicule tel qu'établi en vertu de la législation belge relative à l'immatriculation des véhicules est située en Région wallonne ;

2° ou, à défaut, son siège social ou son domicile, est située en Région wallonne.

Si le véhicule ne doit pas être immatriculé en Belgique, la demande d'exonération est adressée via un enregistrement électronique à Viapass. Viapass transmet la demande au percepteur de péage qui statue sur la demande.

Le redevable joint à sa demande une version électronique de son certificat d'immatriculation.

§ 4. L'exonération prend effet le jour ouvrable suivant à compter de la date de la demande.

Le redevable conserve le bénéfice de l'exonération aussi longtemps qu'il remplit les conditions de l'exonération visées au paragraphe 1^{er}. Lorsque celles-ci ne sont plus réunies, il en avise immédiatement l'entité auprès de laquelle la dernière demande d'exonération a été introduite pour le véhicule concerné.

§ 5. Le percepteur de péages transmet hebdomadairement à l'administration un fichier de données électroniques reprenant les informations suivantes :

1° le redevable ;

2° le numéro de plaque du véhicule pour lequel l'exonération a été demandée ;

3° la nature de l'exonération ;

4° la version électronique du certificat d'immatriculation ;

5° la date de commencement de l'exonération ;

6° la date à laquelle l'exonération prend fin.

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement peuvent procéder à la vérification de l'exactitude de la demande d'exonération.

CHAPITRE VI. — *Contrat conclu par le redevable avec le prestataire de services*

Art. 10. § 1^{er}. Préalablement à l'utilisation de toute route, le redevable conclut par véhicule un contrat avec le prestataire de services de son choix.

Le prestataire de services perçoit, au nom et pour le compte du percepteur de péages, le prélèvement kilométrique dû par le redevable. Le prestataire de services transfère le prélèvement kilométrique perçu au percepteur de péages.

§ 2. Le redevable doit présenter, lors de la conclusion du contrat, tous les documents probants, nécessaires à la détermination de la masse maximale autorisée (MMA) et de la classe d'émission euro du véhicule. A défaut, la masse maximale autorisée (MMA) et/ou la classe d'émission euro la plus élevée s'applique.

En cas de défaut de présentation des documents dont il est fait mention à l'alinéa 1^{er}, le redevable peut, à tout moment, présenter les documents probants au prestataire de service. La masse maximale autorisée (MMA) et/ou la classe d'émission euro y mentionnées sont appliquées à compter du jour qui suit celui de la présentation desdits documents.

Art. 11. Le prestataire de services désigné par le percepteur de péages est tenu de conclure un contrat conforme à la présente législation, sans discrimination, avec tout redevable qui lui en fait la demande.

Art. 12. Afin d'assurer la perception du prélèvement kilométrique, y compris le cas échéant les coûts imputés par le prestataire de services pour en assurer la perception, ce dernier peut imposer au redevable l'obligation de mettre un moyen de paiement garanti à disposition.

Si le moyen de paiement garanti comprend la mise à disposition d'espèces par le redevable, le montant est versé sur un compte géré par le prestataire de services où il sera réservé au paiement du prélèvement kilométrique à concurrence du montant dû. Les intérêts générés par le crédit du compte bénéficient au redevable.

Quelle que soit la nature du moyen de paiement garanti, un accusé de réception du paiement doit être délivré à la demande du détenteur du véhicule.

Art. 13. Le prestataire de services ne peut suspendre l'exécution du contrat que dans les cas où le redevable :

- 1° ne satisfait pas à ses obligations de paiement à l'égard du prestataire de services ;
- 2° le cas échéant, n'a pas mis à disposition un moyen de paiement garanti ou a mis à disposition un moyen de paiement garanti insuffisant ;
- 3° fait un usage du dispositif d'enregistrement électronique qui est contraire au mode d'emploi remis par le prestataire de services ;
- 4° néglige de signaler sans délai un défaut du dispositif d'enregistrement électronique ;
- 5° ne suit pas les instructions du prestataire de services pour remplacer ou réparer le dispositif d'enregistrement électronique défectueux.

Le prestataire de services informe sans délai le redevable et l'administration de la suspension de l'exécution du contrat.

Cette notification a lieu par une méthode électronique convenue entre le percepteur de péages et le prestataire de services.

Art. 14. Le contrat comprend les services suivants fournis par le prestataire de services au redevable :

1° la remise d'un dispositif d'enregistrement électronique – y compris son mode d'emploi – devant être placé dans le véhicule et qui répond aux exigences de la réglementation applicable. Le prestataire de services peut demander une caution pour l'utilisation d'un dispositif d'enregistrement électronique, dont le montant est en rapport avec le prix dudit dispositif ;

2° l'émission et la réception d'un signal transmis sans fil depuis un dispositif d'enregistrement électronique visé au point 1° et prévu à cet effet et qui comprend toutes les données requises pour la fixation du prélèvement kilométrique ;

3° le cas échéant, l'obligation de faire savoir à temps que le moyen de paiement garanti devient insuffisant ;

4° l'envoi au percepteur de péages de la déclaration quotidienne des prélèvements kilométriques ;

5° le versement du prélèvement kilométrique au percepteur de péages ;

6° l'envoi périodique, si possible par voie électronique, d'une facture au redevable reprenant les montants dus et distinguant :

- a) le montant total du prélèvement kilométrique ;
- b) le cas échéant, les coûts des services du prestataire de services ; et
- c) le cas échéant, le solde après déduction des montants payés en utilisant les moyens de paiement garantis.

La facture mentionne au moins les données relatives aux déplacements, ainsi que les autres éléments nécessaires pour la détermination du calcul du prélèvement kilométrique appliqué.

Si le redevable dispose de plusieurs véhicules, le prestataire de services envoie une facture pour tous les véhicules concernés à la demande du redevable. La facture doit mentionner les données visées à l'alinéa précédent pour chaque véhicule.

Le prestataire de services doit veiller à la conformité à la législation T.V.A. de la facture dont il est fait mention à l'alinéa 1^{er}, 6°.

Art. 15. Tout contrat passé avec un détenteur de véhicule doit comprendre au moins les mentions suivantes :

- 1° l'identité et les coordonnées du redevable ;
- 2° l'immatriculation du véhicule concerné ou, le cas échéant, des véhicules concernés, de même que leur MMA et leur classe d'émission euro ;
- 3° les droits et obligations du redevable et du prestataire de services, tels que définis par la présente législation ;
- 4° la mention de la remise du dispositif d'enregistrement électronique avec le mode d'emploi correspondant ;
- 5° le cas échéant, la mention de la remise d'une caution pour le dispositif d'enregistrement électronique ;
- 6° le cas échéant, la mention du fait qu'un moyen de paiement garanti est exigé ;
- 7° le mode de facturation et sa périodicité ;
- 8° la manière dont le prestataire de services rembourse les paiements indus effectués par le redevable ;
- 9° la manière dont il peut être mis fin au contrat.

CHAPITRE VII. — *Dispositif d'enregistrement électronique*

Art. 16. § 1^{er}. Préalablement à l'utilisation de la route, le redevable équipe le véhicule non exonéré du prélèvement kilométrique du dispositif d'enregistrement électronique qui lui est fourni par le prestataire de services.

§ 2. Le redevable veille à ce que le dispositif d'enregistrement électronique enregistre la distance parcourue par le véhicule, pendant chaque utilisation de la route, selon les données indiquées par l'interface homme-machine.

On entend par interface homme-machine, chaque composant du dispositif d'enregistrement électronique qui permet la communication entre le dispositif d'enregistrement électronique et son utilisateur, y compris, le cas échéant, les touches et l'écran.

Art. 17. § 1^{er}. Le redevable contacte sans délai le prestataire de services dans les cas suivants :

- 1° lorsque le dispositif d'enregistrement électronique signale qu'il ne satisfait plus aux exigences prévues par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution ;
- 2° lorsque le dispositif d'enregistrement électronique n'émet plus de signal ;
- 3° lorsqu'il est informé que le moyen de paiement garanti est devenu insuffisant.

§ 2. Le prestataire de services donne, si nécessaire, des instructions au redevable suivant lesquelles :

1° soit le redevable se rend à un point de prestation de services de son choix dans un délai ne pouvant excéder trois heures à compter du moment où le prestataire de services a été mis au courant d'un des cas énumérés au paragraphe 1^{er} ;

2° soit le redevable fournit à nouveau un moyen de paiement garanti.

CHAPITRE VIII. — *Autorisation d'accès au secteur à péage pour le prestataire de services*

Art. 18. Il est interdit de fournir des services relatifs au prélèvement kilométrique sans y avoir été autorisé par le percepteur de péages.

Le percepteur de péages accorde l'autorisation visée au premier alinéa, sans distinction, aux prestataires de services publics ou privés qui, s'ils sont établis en Belgique, sont enregistrés par Viapass conformément à l'accord de coopération, ou qui sont enregistrés dans un autre Etat de l'Union européenne et ont conclu une convention avec le percepteur de péages contenant les conditions générales décrites dans la déclaration du secteur à péage, en ce qui concerne les routes appartenant au secteur à péage. La déclaration du secteur à péage contient les droits et les obligations du prestataire de services prévus par la présente législation.

CHAPITRE IX. — *Déclaration et paiement*

Art. 19. § 1^{er}. Le prestataire de services transmet chaque jour au percepteur de péages une déclaration qui reprend, pour chaque véhicule soumis au prélèvement kilométrique ayant réalisé un déplacement sur le réseau soumis au prélèvement kilométrique et transmis la veille par le dispositif d'enregistrement électronique, au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identification univoque du véhicule et du dispositif d'enregistrement électronique embarqué dans ce véhicule ;
- 2° le nombre total de kilomètres ou parties de kilomètre ayant été enregistré par le dispositif d'enregistrement ;
- 3° la somme due, T.V.A. comprise, du prélèvement kilométrique par jour de déplacement du véhicule.

Cette déclaration journalière est transmise au moyen d'un fichier de données électroniques authentifiées par le prestataire de services. Un accusé de réception est transmis au percepteur de péages.

§ 2. Le prestataire de services verse au percepteur de péages les prélèvements kilométriques dus, compte tenu de ses obligations contractuelles avec ce dernier.

§ 3. Le prestataire de services fournit, à la demande du percepteur de péages ou de Viapass, toutes les informations requises qui permettent :

- 1° de vérifier l'exactitude des informations transmises ;
- 2° de réconcilier, d'une part, le montant versé sur la base des déclarations journalières et, d'autre part, les factures émises et encaissées par le prestataire de services au nom et pour le compte du percepteur de péages.

CHAPITRE X. — *Recouvrement*

Section 1^{re}. — Recouvrement du prélèvement kilométrique par le percepteur de péages auprès du prestataire de services

Art. 20. Si le prestataire de services ne paie pas le prélèvement kilométrique dans le délai utile, le percepteur de péages lui envoie une mise en demeure.

Si le prestataire de services ne verse pas le prélèvement kilométrique dans un délai de 60 jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de la notification de la mise en demeure, le percepteur de péages peut exiger le paiement devant le tribunal compétent.

Un intérêt de retard de paiement calculé au taux légal prévu par la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales peut être exigé par le percepteur de péages.

Art. 21. La prescription du recouvrement du prélèvement kilométrique auprès du prestataire de services est acquise au terme d'un délai de deux ans à compter du troisième jour ouvrable où les données visées à l'article 19 ont été transmises au percepteur de péages.

En cas d'absence de transmission des données visées à l'article 19, de remise tardive de celles-ci, ou lorsque les données transmises sont erronées, par dérogation à l'alinéa précédent, le délai de deux ans est prolongé de trois ans.

Les délais visés aux alinéas précédents, sont suspendus en cas d'action judiciaire, tant que celle-ci n'est pas tranchée par une décision coulée en force de chose jugée.

Section 2. — Perception immédiate de l'amende administrative par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement

Art. 22. Toute infraction au présent décret ou à ses mesures d'exécution est sanctionnée d'une amende administrative d'un montant de 1.000,00 euros.

En cas de concours d'infractions constatées avec le même véhicule au cours d'une même période ininterrompue de trois heures, les règles suivantes sont applicables :

1° le délai de trois heures commence à compter de la première infraction constatée ;

2° l'amende administrative n'est due que pour la première infraction.

En cas de concours d'infractions constatées dans plusieurs Régions dans le cadre des décrets ou ordonnances instaurant le prélèvement kilométrique avec le même véhicule au cours d'une même période ininterrompue de trois heures, les règles suivantes sont applicables :

1° le délai de trois heures commence à compter de la première infraction constatée ;

2° l'amende administrative n'est due que si la première infraction a été constatée en vertu du présent décret ou de ses dispositions d'exécution.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, les infractions qui n'ont pas été sanctionnées ne sont plus prises en considération pour le concours d'infractions d'une autre période ininterrompue de trois heures.

Les personnes physiques ou morales sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative et des autres montants de quelque nature que ce soit qui sont imposés à leurs préposés ou mandataires, en raison d'une infraction en matière de prélèvement kilométrique.

Le Gouvernement est habilité à modifier la durée de la période de temps ininterrompue et à indexer, sur la base des modalités qu'il fixe, le montant de l'amende.

Art. 23. Pour les investigations et contrôles afférents aux amendes administratives, les fonctionnaires désignés par le Gouvernement disposent des mêmes droits que ceux visés aux articles 11*bis*, 12 et 12*bis* du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Art. 24. Les amendes administratives découlant des infractions visées à l'article 22 sont, sauf dérogation prévue par le présent décret, perçues et, le cas échéant, enrôlées, et recouvrées, par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement, conformément aux articles 17*bis*, 18, 18*bis*, 21, 29 à 31, 35 à 57*sexies* du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Art. 25. L'avertissement-extrait de rôle contient :

1° les termes Région wallonne ;

2° l'identité (nom et prénom ou dénomination selon les cas) et l'adresse du redevable ;

3° la référence aux articles 22, le cas échéant adapté en vertu de son dernier alinéa et 26 du présent décret;

4° le numéro de l'article du rôle de l'amende administrative concernée ;

5° la date du visa exécutoire du rôle ;

6° le montant de l'amende administrative et l'infraction qui a été commise ;

7° la date d'exigibilité ;

8° la désignation et l'adresse du service chargé d'établir l'amende administrative ;

9° la désignation et l'adresse du service chargé de percevoir l'amende administrative et le compte sur lequel l'amende administrative doit être payée ;

10° la désignation et l'adresse du fonctionnaire auprès duquel le recours administratif peut être introduit et le délai de recours.

Art. 26. Les recours administratifs et les recours judiciaires concernant les amendes perçues et, le cas échéant, enrôlées, et recouvrées, sont réglés par les dispositions visées aux articles 25 à 28 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

CHAPITRE XI. — Assistance à une autre Région

Art. 27. L'administration peut recouvrer les montants dus à une autre Région en matière d'amendes administratives concernant le prélèvement kilométrique, détenir ces montants à titre de consignation et transférer ces montants à la Région à laquelle ils reviennent.

CHAPITRE XII. — *Dispositions communes et entrée en vigueur*

Art. 28. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé expressément, les dispositions du Code judiciaire s'appliquent au calcul des délais.

Art. 29. Le prélèvement kilométrique peut être exigible le premier jour suivant un délai de neuf mois tel que prévu par l'article 17, 2°, de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994 entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, et instaurant une eurovignette conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes, du 25 octobre 1993, et, au plus tôt, le 1^{er} janvier 2016.

Le Gouvernement peut reporter la date fixée à l'alinéa premier s'il n'a pas reçu du prestataire de services désigné la confirmation que l'infrastructure qu'il doit mettre à disposition du percepteur de péages pour le fonctionnement du système d'enregistrement électronique sera disponible le premier jour suivant le délai de neuf mois visé au premier alinéa.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature,
de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2014-2015.

Documents du Parlement wallon, 236 (2014-2015) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 juillet 2015.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2015/27115]

**16. JULI 2015 — Dekret zur Einführung einer Kilometerabgabe
zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 1999/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juni 1999 über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Verkehrswege durch schwere Nutzfahrzeuge, abgeändert durch die Richtlinie 2006/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 und durch die Richtlinie 2011/76/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2011, umgesetzt.

Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2004/52/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über die Interoperabilität elektronischer Mautsysteme in der Gemeinschaft teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° Zusammenarbeitsabkommen: das Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Januar 2014 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Systems zur Erhebung der Kilometerabgabe auf dem Gebiet der drei Regionen und zur Bildung einer interregionalen Partnerschaft öffentlichen Rechts Viapass in der Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne des Artikels 92bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

2° Verwaltung: die von der Regierung bestimmte Behörde;

3° EURO-Emissionsklasse: die aufgrund der Emissionsgrenzwerte festgelegten Klassen gemäß Anhang 0 der Richtlinie 1999/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juni 1999 über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Verkehrswege durch schwere Nutzfahrzeuge, abgeändert durch die Richtlinie 2006/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2006 und durch die Richtlinie 2011/76/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2011;

4° Erklärung des Mautgebiets: die Erklärung, durch die ein Mauterheber die in Artikel 5 Ziffer 2 der Entscheidung der Kommission 2009/750/EWG vom 6. Oktober 2009 über die Festlegung der Merkmale des europäischen elektronischen Mautdienstes und seiner technischen Komponenten genannten allgemeinen Bedingungen bestimmt, denen die Dienstleistungserbringer genügen müssen, um Zugang zum betreffenden Mautgebiet zu erhalten;

5° elektronische Datenerfassungsvorrichtung: das elektronische Bordgerät, das zur Lokalisierung des Fahrzeugs bestimmt ist, in dem es sich befindet, und das mit oder ohne Hilfe eines elektronischen Ferngeräts Daten verarbeitet, um die Erfassung der zurückgelegten Kilometer oder Teile von Kilometern, sowie die Berechnung der Kilometerabgabe auf der Grundlage der erfassten zurückgelegten Entfernungen zu ermöglichen;

6° Fahrtdaten: die Lokalisierung des Fahrzeugs, die Uhrzeit und das Datum der erfassten Kilometer oder Kilometerabschnitte;

7° garantiertes Zahlungsmittel: die Zahlungsmittel, durch die der Dienstleistungserbringer auf erste Anfrage die Kilometerabgabe und gegebenenfalls die dem Fahrzeughalter angerechneten Erhebungskosten ohne weitere Genehmigung des Fahrzeughalters erheben kann und ohne dass dieser die mit dem Zahlungsmittel durchgeführte Zahlung rückgängig machen kann;

8° Mauterheber: die juristische Person des öffentlichen Rechts, die von der Wallonischen Region die Verwaltung der Straße oder eines Abschnitts davon oder die Konzession dafür erhalten hat;

9° Mautgebühr: der Begriff "Mautgebühr" hat dieselbe Bedeutung wie der Begriff "Kilometerabgabe";

10° Dienstleistungserbringer: jede von einem Mauterheber auf dessen Mautgebiet angenommene juristische Einheit, die den Benutzern einen Dienst zur Fakturierung, Erhebung und Übertragung der Kilometerabgabe an den Mauterheber auf der Grundlage von durch eine elektronische Datenerfassungsvorrichtung erfassten Daten bietet;

11° benannter Dienstleistungserbringer (Single Service Provider): der Dienstleistungserbringer, mit dem in Anwendung des Vertrags über die Durchführung eines gemeinsamen Auftrags im Sinne der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge ein DBFMO-Vertrag abgeschlossen worden ist, und der unter seiner Verantwortung den mit der Kontrolle der Kilometerabgabe beauftragten Regionen die ortsfesten und mobilen Kontrollvorrichtungen zur Verfügung stellt;

12° DBFMO-Vertrag: der durch Viapass mit dem benannten Dienstleistungserbringer (Single Service Provider) in Ausführung der Vereinbarung über einen gemeinsamen Auftrag nach Ziffer 13 abgeschlossene Vertrag;

13° Vereinbarung über einen gemeinsamen Auftrag: der zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der SOFICO abgeschlossene Vertrag über die Durchführung eines gemeinsamen Auftrags im Sinne von Artikel 38 des Gesetzes vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge;

14° Straße: die Straßen und ihre Nebenanlagen;

15° Mautgebiet: ein Teil des Straßennetzes, einschließlich der Strukturen wie Tunnel, Brücken oder Fähren, für den ein Mauterheber eine Kilometerabgabe erhebt oder für den eine Kilometerabgabe zum Nullsatz erhoben werden kann;

16° Fahrzeug: ein Motorfahrzeug oder eine Gruppe von Gelenkfahrzeugen, das bzw. die entweder teilweise oder ausschließlich für die Beförderung von Gütern auf der Straße vorgesehen ist oder benutzt wird und dessen bzw. deren höchstzulässiges Gesamtgewicht (hzG) mehr als 3,5 Tonnen beträgt;

17° Viapass: die kraft Artikel 18 des Zusammenarbeitsabkommens entstandene interregionale Partnerschaft;

18° Tarifzone: ein begrenzter Straßenabschnitt mit festem Anfang und Ende, für dessen Benutzung in einer genau festgelegten Richtung ein auf eindeutige Weise und im Verhältnis zur zurückgelegten Entfernung festgesetzter T_Z -Tarif angewandt wird.

KAPITEL II — *Kilometerabgabe*

Art. 3 - Unter Kilometerabgabe versteht man die Abgabe, die als Entlohnung für die Benutzung einer Straße durch ein Fahrzeug von einer juristischen Person des öffentlichen Rechts erhoben wird, die von der Region die Verwaltung dieser Straße oder eines Abschnitts davon oder die Konzession dafür erhalten hat, dies kraft eines mit der Region abgeschlossen Verwaltungs- oder Konzessionsvertrags.

KAPITEL III — *Einforderbarkeit der Kilometerabgabe und Abgabepflichtiger*

Art. 4 - Die Kilometerabgabe wird pro Kilometer oder Teil von Kilometer, der von einem bestimmten Fahrzeug hinterlegt wird, zu dem Zeitpunkt, an dem der Kilometer oder Kilometeranteil hinterlegt und erfasst worden ist, geschuldet.

Die Aufzeichnung der Fahrtdaten erfolgt mittels einer elektronischen Datenerfassungsvorrichtung.

Art. 5 - § 1. Die Person, die für die Kilometerabgabe abgabepflichtig ist, ist

1) entweder die natürliche oder juristische Person, unter deren Namen das Fahrzeug bei der mit der Zulassung der Kraftfahrzeuge in Belgien oder im Ausland beauftragten Behörde zugelassen worden ist,

2) oder der Fahrzeughalter, der der Fahrer oder jede sonstige Person ist, die effektiv über das Fahrzeug verfügt.

Zwecks der Anwendung dieses Paragraphen hat man sich im Falle einer Gruppe von Gelenkfahrzeugen auf die Zulassung des Motorfahrzeugs zu beziehen.

§ 2. Hat die natürliche oder juristische Person, die in der Zulassungsbescheinigung genannt wird, oder genannt werden muss, die Kilometerabgabe oder die administrative Geldbuße nach Artikel 22 nicht gezahlt, ist der Fahrzeughalter gesamtschuldnerisch zur Zahlung der Kilometerabgabe und der administrativen Geldbuße unter Vorbehalt seines Einspruchs gegen die natürliche oder juristische Person, die in der Zulassungsbescheinigung genannt wird, oder genannt werden muss, verpflichtet.

§ 3. Wenn der in Paragraph 1 genannte Abgabepflichtige das Fahrzeug ständig oder gewöhnlich einer Drittperson vermietet oder durch Leasing oder irgendeinen anderen Vertrag mit Ausnahme eines Arbeitsvertrags zur Verfügung stellt, kann er diese Drittperson, mit ihrem Einverständnis, als Abgabepflichtigen bestimmen.

Der ursprüngliche Abgabepflichtige bleibt gesamtschuldnerisch zur ordnungsgemäßen Erfüllung der Pflichten der vorerwähnten Drittperson verpflichtet.

Die Regierung kann die Bedingungen, Grenzen und Anwendungsregeln dieser Möglichkeit durch Erlass festlegen.

§ 4. Die Person, die für die Kilometerabgabe abgabepflichtig ist, muss vor der Benutzung jeglicher Straße unabhängig von ihrer Verwaltungskategorie und von der Tatsache, ob sie in Verwaltung oder Konzession gegeben ist, in dem Fahrzeug eine elektronische Datenerfassungsvorrichtung einrichten. Der Abgabepflichtige schließt zu diesem Zweck einen Vertrag mit einem Dienstleistungserbringer ab.

KAPITEL IV — Berechnung der Kilometerabgabe

Abschnitt 1 — Berechnungsformel

Art. 6 - Die Kilometerabgabe wird nach folgender Formel (zzgl. MwSt.) festgelegt:

$$= \sum_Z T_Z K_Z$$

wobei:

T_z = der in einer bestimmten Tarifzone für die in einer genau bestimmten Richtung und zu einem genau bestimmten Zeitpunkt zurückgelegten Kilometer anwendbare Tarif exkl. MwSt., ausgedrückt in Eurocents pro Kilometer;

K_z = die in jeder dieser Tarifzonen zu berücksichtigende Anzahl der zurückgelegten Kilometer.

Art. 7 - § 1. Der Tarif T_z wird wie folgt festgelegt:

$T_z = F \times (BT + a \times A + b \times G + c \times E_N + d \times E_T + e \times E_P)$, wobei:

1° $F = 1$ für die Tarifzonen, die die Straßen oder Straßenabschnitte mit einschließen, für deren Benutzung eine Kilometerabgabe zu zahlen ist; und 0 für die anderen Straßen und Straßenabschnitte;

2° BT = Grundtarif;

3° A = eine Variable je nach der Straßenart:

- Autobahnen und Autobahnringe;
- übrige regionale Straßen.

Die Regierung ist befugt, neue Straßenarten zu bestimmen.

4° G = eine Variable je nach der Gewichtskategorie des Fahrzeugs. Die verschiedenen Gewichtskategorien sind:

- a) hzG von mehr als 3,5 Tonnen und weniger als 12 Tonnen;
- b) hzG von 12 Tonnen oder mehr bis höchstens 32 Tonnen;
- c) hzG von mehr als 32 Tonnen.

Die Regierung ist befugt, neue Kategorien des höchstzulässigen Gesamtgewichts (hzG) zu bestimmen;

5° E_N = eine Variable je nach der EURO-Emissionskategorie;

6° E_T = eine Variable je nach dem Zeitpunkt;

7° E_P = eine Variable je nach dem Ort;

8° a, b, c, d und e = Wichtungsfaktoren.

§ 2. Wenn der Faktor F nach Paragraph 1 dem Wert 1 entspricht, darf der Tarif nie weniger als null Eurocents betragen.

§ 3. Die in der Tarifformel benutzten Werte für den Grundtarif, die Variablen und die Wichtungsfaktoren werden von dem Mauterheber bestimmt und unterliegen der Genehmigung der Regierung. Letztere entscheidet über die Werte für den Grundtarif, die Variablen und die Wichtungsfaktoren in der Tarifformel und veröffentlicht sie in einem Erlass.

Der Grundtarif ist an den Verbraucherpreisindex gebunden.

Abschnitt 3 — Berechnung der zu berücksichtigenden Anzahl Kilometer

Art. 8 - § 1. Die in einer Tarifzone zu berücksichtigende Anzahl der zurückgelegten Kilometer K_z wird gemäß folgender Formel festgelegt:

$$K_z = KM \times (100\% - C)$$

wobei:

KM = die Anzahl Kilometer, die in der betreffenden Tarifzone, in der zu diesem Zeitpunkt ein T_z -Tarif angewandt wird, während eines bestimmten Kalendertags erfasst werden;

C = ein zum Ausgleich der Ungenauigkeiten der Erfassung angewandte Korrekturfaktor.

z = die verschiedenen, in Artikel 2 Ziffer 18 festgelegten Tarifzonen.

Angesichts der möglichen Schwankungen des T_z -Tarifwerts je nach Zeitpunkt und Verkehrsrichtung wird K_z getrennt für jeden einzelnen, bei der Benutzung des betroffenen Straßenabschnitts aufgetretenen T_z -Wert ermittelt.

KM wird bis zu drei Stellen hinter dem Dezimalkomma ermittelt und auf das nächst höhere Tausendstel aufgerundet bzw. auf das nächst niedrigere Tausendstel abgerundet, je nachdem die Zahl der Zehntausendstel 5 erreicht oder nicht.

§ 2. Der Korrekturfaktor nach Paragraph 1 wird auf 1,5% festgelegt. Die Regierung kann diesen Korrekturfaktor aufgrund der technologischen Entwicklung abändern.

§ 3. Die Tarifzonen werden vom Mauterheber bestimmt und sind von der Regierung zu genehmigen. Letztere entscheidet und veröffentlicht die Tarifzonen in einem Erlass.

KAPITEL V — Befreiungen

Art. 9 - § 1. Auf Antrag des Abgabepflichtigen werden folgende Fahrzeuge von der Kilometerabgabe befreit:

1° das ausschließlich für und durch die Verteidigung, den Zivilschutz, die Feuerwehr- und Polizeidienste benutzte Fahrzeug, das als solches zu erkennen ist;

2° das speziell und ausschließlich zu medizinischen Zwecken ausgerüstete Fahrzeug, das als solches zu erkennen sind;

3° das Landwirtschafts-, Gartenbau- und Forstwirtschaftsfahrzeug, das in Belgien nur beschränkt auf den öffentlichen Straßen benutzt wird und das ausschließlich für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Aquakultur und die Forstwirtschaft benutzt wird.

§ 2. Das in Paragraph 1 genannte Fahrzeug, das durch die Region Brüssel-Hauptstadt oder die Flämische Region kraft der dort anwendbaren Gesetzgebung von der Kilometerabgabe befreit ist, wird ebenfalls befreit, ohne dass ein neuer Antrag eingereicht werden muss.

§ 3. Der in Paragraph 1 genannte Abgabepflichtige richtet seinen Antrag auf Befreiung an den Mauterheber mittels einer elektronischen Datenerfassung, unter der Voraussetzung, dass

1° sich seine Anschrift, so wie sie in den Identifikationsdaten des Inhabers in der Zulassungsgenehmigung des Fahrzeugs angegeben ist, welche kraft der belgischen Gesetzgebung über die Zulassung der Fahrzeuge erstellt sein muss, in der Wallonischen Region befindet;

2° oder, wenn dies nicht der Fall ist, sich sein Gesellschafts- oder Wohnsitz in der Wallonischen Region befindet.

Wenn das Fahrzeug in Belgien nicht zugelassen werden muss, wird der Befreiungsantrag mittels einer elektronischen Datenerfassung an Viapass gerichtet. Viapass übermittelt den Antrag an den Mauterheber, der über ihn befindet.

Seinem Antrag fügt der Abgabepflichtige eine elektronische Version seiner Zulassungsgenehmigung bei.

§ 4. Die Befreiung wird am ersten Werktag, der auf den Tag des Antrags folgt, wirksam.

Der Abgabepflichtige behält die Befreiung solange er die Befreiungsbedingungen nach Paragraph 1 erfüllt. Wenn er diese nicht mehr erfüllt, benachrichtigt er sofort die Stelle, bei der der letzte Befreiungsantrag für das betreffende Fahrzeug eingereicht worden ist.

§ 5. Der Mauterheber übermittelt der Verwaltung wöchentlich eine elektronische Datei mit folgenden Informationen:

1° die Identifikation des Abgabepflichtigen;

2° das Nummernschild des Fahrzeugs, für das die Befreiung beantragt wurde;

3° die Art der Befreiung;

4° die elektronische Version der Zulassungsgenehmigung;

5° das Anfangsdatum der Befreiung;

6° das Datum, an dem die Befreiung abläuft.

Die von der Regierung benannten Beamten können die Genauigkeit des Befreiungsantrags prüfen.

KAPITEL VI — Von dem Abgabepflichtigen mit dem Dienstleistungserbringer abgeschlossener Vertrag

Art. 10 - § 1. Vor jeglicher Benutzung irgend einer Straße schließt der Abgabepflichtige für jedes Fahrzeug einen Vertrag mit dem von ihm gewählten Dienstleistungserbringer ab.

Der Dienstleistungserbringer erhebt die vom Abgabepflichtigen geschuldete Kilometerabgabe im Namen und für Rechnung des Mauterhebers. Der Dienstleistungserbringer überweist dem Mauterheber die erhobene Kilometerabgabe.

§ 2. Beim Abschluss des Vertrags muss der Abgabepflichtige alle Belege vorlegen, die zur Bestimmung des höchstzulässigen Gesamtgewichts (hzG) und der EURO-Emissionsklasse des Fahrzeugs erforderlich sind. Mangels dessen werden das höchste höchstzulässige Gesamtgewicht (hzG) und/oder die höchste EURO-Emissionsklasse angewandt.

Sind die in Absatz 1 genannten Dokumente nicht vorgelegt worden, so kann der Abgabepflichtige zu jeder Zeit die Belege dem Dienstleistungserbringer vorlegen. Das dort angegebene höchstzulässige Gesamtgewicht (hzG) und/oder die dort angegebene EURO-Emissionsklasse werden ab dem Tag nach demjenigen, an dem diese Dokumente vorgelegt werden, angewandt.

Art. 11 - Der vom Mauterheber bestimmte Dienstleistungserbringer ist verpflichtet, mit jedem Abgabepflichtigen, der einen entsprechenden Antrag stellt, einen Vertrag abzuschließen, der vorliegender Gesetzgebung genügt.

Art. 12 - Um die Erhebung der Kilometerabgabe sicherzustellen, ggf. einschließlich der vom Dienstleistungserbringer zur Sicherstellung der Erhebung verrechneten Kosten, kann Letzterer dem Abgabepflichtigen die Pflicht auferlegen, ein garantiertes Zahlungsmittel zur Verfügung zu stellen.

Wenn das garantierte Zahlungsmittel die Zurverfügungstellung von Bargeld durch den Abgabepflichtigen mit einschließt, wird der Betrag auf ein vom Dienstleistungserbringer geführtes Konto eingezahlt, wo er der Zahlung der Kilometerabgabe bis zur Höhe des geschuldeten Betrags vorbehalten wird. Die Zinsen, die sich aus dem Guthriftbetrag des Kontos ergeben, kommen dem Abgabepflichtigen zugute.

Eine Zahlungsbestätigung muss auf Antrag des Fahrzeughalters ausgestellt werden, dies unabhängig von der Art des garantierten Zahlungsmittels.

Art. 13 - Der Dienstleistungserbringer kann die Ausführung des Vertrags nur dann aussetzen, wenn der Abgabepflichtige

- 1° seinen Zahlungsverpflichtungen gegenüber dem Dienstleistungserbringer nicht nachkommt;
- 2° gegebenenfalls kein garantiertes Zahlungsmittel oder aber ein nicht ausreichend garantiertes Zahlungsmittel zur Verfügung gestellt hat;
- 3° die elektronische Datenerfassungsvorrichtung in einer Weise benutzt, die nicht der vom Dienstleistungserbringer übermittelten Gebrauchsanweisung entspricht;
- 4° es unterlässt, unverzüglich einen Defekt an der elektronischen Datenerfassungsvorrichtung zu melden;
- 5° die Anweisungen des Dienstleistungserbringers, um die defekte elektronische Datenerfassungsvorrichtung zu ersetzen oder zu reparieren, nicht befolgt.

Der Dienstleistungserbringer benachrichtigt unverzüglich den Abgabepflichtigen und die Verwaltung über die Aussetzung der Vertragsausführung.

Die Benachrichtigung erfolgt anhand eines zwischen dem Mauterheber und dem Dienstleistungserbringer vereinbarten elektronischen Verfahrens.

Art. 14 - Der Vertrag umfasst die folgenden Dienstleistungen, die der Dienstleistungserbringer dem Abgabepflichtigen anbietet:

- 1° die Übergabe einer elektronischen Datenerfassungsvorrichtung - einschließlich deren Bedienungsanleitung -, die in dem Fahrzeug eingerichtet werden muss, und die den anwendbaren Gesetzesbestimmungen genügt. Für die Benutzung der elektronischen Datenerfassungsvorrichtung darf der Dienstleistungserbringer eine Kautions verlangen, deren Betrag im Verhältnis mit dem Preis dieser Vorrichtung festgelegt wird;
- 2° die Übertragung und den Empfang eines drahtlosen Signals, das von einer in Ziffer 1 genannten, zu diesem Zweck vorgesehenen elektronischen Datenerfassungsvorrichtung entsendet wird, und alle zur Festlegung der Kilometerabgabe erforderlichen Daten umfasst;
- 3° ggf. die Verpflichtung, zeitig mitzuteilen, dass das garantierte Zahlungsmittel unzureichend wird;
- 4° die Übermittlung an den Mauterheber der täglichen Erklärung der Kilometerabgaben;
- 5° die Überweisung der Kilometerabgabe an den Mauterheber;
- 6° die regelmäßige Sendung, wenn möglich auf elektronischem Wege, einer Rechnung an den Abgabepflichtigen unter Angabe der geschuldeten Beträge, und wobei folgende Beträge deutlich unterschieden werden:
 - a) der Gesamtbetrag der Kilometerabgabe;
 - b) ggf. die Kosten für die Leistungen des Dienstleistungserbringers; und
 - c) ggf. der Restbetrag nach Abzug der unter Anwendung der garantierten Zahlungsmittel gezahlten Beträge.

In der Rechnung werden wenigstens die Fahrtdaten sowie die anderen zur Festlegung der berechneten Kilometerabgabe erforderlichen Daten angegeben.

Wenn der Abgabepflichtige über mehrere Fahrzeuge verfügt, schickt der Dienstleistungserbringer auf Antrag des Abgabepflichtigen eine einzige Rechnung für alle betreffenden Fahrzeuge. In der Rechnung müssen alle im vorigen Absatz genannten Daten für jedes Fahrzeug stehen.

Der Dienstleistungserbringer muss dafür sorgen, dass die in Absatz 1 Ziffer 6 genannte Rechnung der Gesetzgebung über die Mehrwertsteuer genügt.

Art. 15 - Jeder mit einem Fahrzeughalter abgeschlossene Vertrag muss wenigstens folgende Angaben enthalten:

- 1° die Personalien und Identifikationsdaten des Abgabepflichtigen;
- 2° das Nummernschild des oder ggf. der betreffenden Fahrzeuge, sowie ihr hzG und ihre EURO-Emissionsklasse;
- 3° die Rechte und Pflichten des Abgabepflichtigen und des Dienstleistungserbringers, so wie sie in vorliegender Gesetzgebung bestimmt werden;
- 4° die Angabe, dass die elektronische Datenerfassungsvorrichtung einschließlich deren Bedienungsanleitung übergeben worden ist;
- 5° ggf. die Angabe der Hinterlegung einer Kautions für die elektronische Datenerfassungsvorrichtung;
- 6° ggf. die Angabe der Tatsache, dass ein garantiertes Zahlungsmittel verlangt wird;
- 7° die Fakturierungsform und die Häufigkeit der Rechnungen;
- 8° die Art und Weise, wie der Dienstleistungserbringer die vom Abgabepflichtigen zu Unrecht gezahlten Beträge zurückzahlt;
- 9° die Modalitäten der Beendigung des Vertrags.

KAPITEL VII — *Die elektronische Datenerfassungsvorrichtung*

Art. 16 - § 1. Vor jeglicher Benutzung der Straße rüstet der Abgabepflichtige das nicht von der Kilometerabgabe befreite Fahrzeug mit der ihm von dem Dienstleistungserbringer gelieferten elektronischen Datenerfassungsvorrichtung aus.

§ 2. Der Abgabepflichtige sorgt dafür, dass die elektronische Datenerfassungsvorrichtung bei jeder Benutzung der Straße die vom Fahrzeug zurückgelegte Wegstrecke erfasst, unter Zugrundelegung der von der Schnittstelle Mensch/Maschine mitgeteilten Daten.

Unter Schnittstelle Mensch/Maschine versteht man jedes Bauteil der elektronischen Datenerfassungsvorrichtung (ggf. einschließlich der Tasten und des Bildschirms), das die Kommunikation zwischen der elektronischen Datenerfassungsvorrichtung und ihrem Benutzer ermöglicht.

Art. 17 - § 1. In den folgenden Fällen nimmt der Abgabepflichtige unverzüglich mit dem Dienstleistungserbringer Kontakt auf:

1° wenn die elektronische Datenerfassungsvorrichtung meldet, dass sie den im vorliegenden Dekret oder seinen Ausführungserlassen vorgesehenen Anforderungen nicht mehr genügt;

2° wenn die elektronische Datenerfassungsvorrichtung kein Signal mehr sendet;

3° wenn er darüber informiert worden ist, dass das garantierte Zahlungsmittel unzureichend geworden ist.

§ 2. Wenn nötig gibt der Dienstleistungserbringer dem Abgabepflichtigen Anweisungen, nach denen

1° entweder der Abgabepflichtige sich innerhalb einer Frist, die ab dem Zeitpunkt, wo der Dienstleistungserbringer über einen der in Paragraph 1 aufgelisteten Fälle informiert worden ist, drei Stunden nicht überschreiten darf, zu einer von ihm frei gewählten Serviceleistungsstelle begibt,

2° oder der Abgabepflichtige erneut ein garantiertes Zahlungsmittel zur Verfügung stellt.

KAPITEL VIII — *Genehmigung für den Zugang des Dienstleistungserbringers zum Mautgebiet*

Art. 18 - Es ist untersagt, ohne Genehmigung des Mauterhebers Dienstleistungen in Bezug auf die Kilometerabgabe anzubieten.

Der Mauterheber erteilt die in Absatz 1 genannte Genehmigung unterschiedslos an öffentliche oder private Dienstleistungserbringer die, wenn sie in Belgien niedergelassen sind, in Übereinstimmung mit dem Zusammenarbeitsabkommen durch Viapass registriert sind, oder in einem anderen EU-Staat registriert sind, und mit dem Mauterheber eine Vereinbarung abgeschlossen haben, die hinsichtlich der Straßen, die dem Mautgebiet angehören, alle allgemeinen Bedingungen umfasst, die in der Erklärung des Mautgebiets angegeben sind. Die Erklärung des Mautgebiets umfasst die in vorliegender Gesetzgebung bestimmten Rechte und Pflichten des Dienstleistungserbringers.

KAPITEL IX — *Erklärung und Zahlung*

Art. 19 - § 1. Der Dienstleistungserbringer übermittelt dem Mauterheber täglich eine Erklärung, die für jedes Fahrzeug, für das eine Kilometerabgabe zu zahlen ist, und das auf dem Netz, das der Kilometerabgabe unterliegt, eine Strecke zurückgelegt hat, die am Vortag durch die elektronische Datenerfassungsvorrichtung übermittelt wurde, mindestens folgende Informationen enthält:

1° die eindeutige Identifikation des Fahrzeugs und der in diesem Fahrzeug eingerichteten elektronischen Datenerfassungsvorrichtung;

2° die Gesamtanzahl der Kilometer oder Teile von Kilometern, die von der Datenerfassungsvorrichtung erfasst worden sind;

3° den geschuldeten Betrag (einschließlich Mehrwertsteuer) der Kilometerabgabe pro Fahrtag des Fahrzeugs.

Diese tägliche Erklärung wird anhand einer elektronischen Datei übermittelt, die vom Dienstleistungserbringer authentifiziert wird. Dem Mauterheber wird eine Empfangsbestätigung übermittelt.

§ 2. Der Dienstleistungserbringer zahlt dem Mauterheber die geschuldeten Kilometerabgaben in Übereinstimmung mit seinen Verpflichtungen laut dem mit Letzterem vereinbarten Vertrag.

§ 3. Auf Anfrage des Mauterhebers oder von Viapass teilt der Dienstleistungserbringer alle erforderlichen Auskünfte mit, die es ermöglichen,

1° die Genauigkeit der übermittelten Informationen zu prüfen;

2° den aufgrund der täglichen Erklärungen gezahlten Betrag einerseits und die Rechnungen, die vom Dienstleistungserbringer im Namen und für Rechnung des Mauterhebers erstellt und eingezogen worden sind, andererseits aufeinander abzustimmen.

KAPITEL X — *Beitreibung*

Abschnitt 1 — Beitreibung der Kilometerabgabe durch den Mauterheber bei dem Dienstleistungserbringer

Art. 20 - Wenn der Dienstleistungserbringer die Kilometerabgabe nicht innerhalb der nützlichen Frist bezahlt, sendet ihm der Mauterheber eine Aufforderung.

Wenn der Dienstleistungserbringer die Kilometerabgabe binnen einer Frist von 60 Tagen ab dem dritten Werktag, der auf das Datum der Zustellung der Aufforderung folgt, nicht überweist, kann der Mauterheber die Zahlung vor dem zuständigen Gericht verlangen.

Ein Verzugszins zum gesetzlichen Satz, der in dem Gesetz vom 2. August 2002 zur Bekämpfung von Zahlungsverzug im Geschäftsverkehr vorgesehen ist, kann von dem Mauterheber verlangt werden.

Art. 21 - Die Verjährung der Beitreibung der Kilometerabgabe bei dem Dienstleistungserbringer gilt ab dem Ablauf einer Frist von zwei Jahren ab dem dritten Werktag, an dem die in Artikel 19 erwähnten Daten dem Mauterheber übermittelt wurden.

Wenn die in Artikel 19 erwähnten Daten nicht übermittelt bzw. zu spät übermittelt werden oder wenn diese Daten falsch sind, wird die zweijährige Frist in Abweichung von dem vorhergehenden Absatz um drei Jahre verlängert.

Die in den vorhergehenden Absätzen erwähnten Fristen werden im Falle eines Gerichtsverfahrens ausgesetzt, solange dieses nicht durch einen rechtskräftigen Beschluss beendet wird.

Abschnitt 2 — Sofortige Erhebung der administrativen Geldbuße durch den von der Regierung bestellten Beamten

Art. 22 - Jeder Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder dessen Durchführungsmaßnahmen wird mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 1.000,00 Euro geahndet.

Werden mehrere Verstöße mit demselben Fahrzeug während eines gleichen ununterbrochenen Zeitraums von drei Stunden festgestellt, sind folgende Regeln anwendbar:

1° die Frist von drei Stunden beginnt ab dem ersten festgestellten Verstoß;

2° die administrative Geldbuße ist nur für den ersten Verstoß zu zahlen.

Werden mehrere Verstöße in mehreren Regionen im Rahmen der Dekrete oder Ordonnanzen zur Einführung der Kilometerabgabe mit demselben Fahrzeug während eines gleichen ununterbrochenen Zeitraums von drei Stunden festgestellt, sind folgende Regeln anwendbar:

1° die Frist von drei Stunden beginnt ab dem ersten festgestellten Verstoß;

2° die administrative Geldbuße ist nur zu zahlen, wenn der erste Verstoß aufgrund des vorliegenden Dekrets oder dessen Durchführungsmaßnahmen festgestellt wurde.

Zur Anwendung der Absätze 2 und 3 werden die Verstöße, die nicht geahndet wurden, für mehrere Verstöße während eines anderen ununterbrochenen Zeitraums von drei Stunden nicht mehr berücksichtigt.

Die natürlichen oder juristischen Personen sind für die Zahlung der Geldbuße und der anderen Beträge irgendwelcher Art, die ihren Beauftragten oder Bevollmächtigten aufgrund eines Verstoßes betreffend die Kilometerabgabe auferlegt werden, zivilrechtlich haftbar.

Die Regierung ist befugt, die Dauer des ununterbrochenen Zeitraums abzuändern und den Betrag der Geldbuße auf der Grundlage der von ihr bestimmten Modalitäten zu indexieren.

Art. 23 - Für die mit den administrativen Geldbußen verbundenen Ermittlungen und Kontrollen verfügen die von der Regierung bestellten Beamten über dieselben Rechte wie die, die in den Artikeln 11*bis*, 12 und 12*bis* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben erwähnt sind.

Art. 24 - Vorbehaltlich einer in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Abweichung werden die administrativen Geldbußen wegen in Artikel 22 erwähnten Verstößen von dem durch die Regierung bestellten Beamten bezogen und ggf. beigetrieben und in die Heberolle eingetragen, gemäß den Artikeln 17*bis*, 18, 18*bis*, 21, 29 bis 31, 35 bis 57*sexies* des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben.

Art. 25 - Der Steuerbescheid enthält:

1° die Wörter "Wallonische Region";

2° die Identität (Namen, Vornamen oder Bezeichnung je nach Fall) und die Adresse des Abgabepflichtigen;

3° den Bezug auf Artikel 22 (ggf. aufgrund seines letzten Absatzes angepasst) und 26 des vorliegenden Dekrets;

4° die Artikelnummer in der Heberolle für die betreffende administrative Geldbuße;

5° das Datum der Vollstreckbarerklärung der Heberolle;

6° den Betrag der administrativen Geldbuße und den begangenen Verstoß;

7° das Datum der Fälligkeit;

8° die Bezeichnung und die Anschrift der Dienststelle, die damit beauftragt ist, die administrative Geldbuße zu erstellen;

9° die Bezeichnung und Anschrift der Dienststelle, die damit beauftragt ist, die administrative Geldbuße zu beziehen, und das Konto, auf das die administrative Geldbuße zu zahlen ist;

10° die Bezeichnung und Anschrift des Beamten, bei dem die administrative Beschwerde eingereicht werden kann, und die Beschwerdefrist.

Art. 26 - Die administrativen Beschwerden und die Rechtsbehelfe betreffend die Geldbußen, die bezogen und ggf. in die Heberolle eingetragen und beigetrieben wurden, sind durch die in den Artikeln 25 und 26 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben erwähnten Bestimmungen geregelt.

KAPITEL XI — Hilfeleistung an eine andere Region

Art. 27 - Die Verwaltung kann die Beträge, die für administrative Geldbußen betreffend die Kilometerabgabe einer anderen Region zu zahlen sind, Beitreiben, diese Beträge als Hinterlegung halten und sie der Region, der sie zustehen, überweisen.

KAPITEL XII — Gemeinsame Bestimmungen und Inkrafttreten

Art. 28 - Insofern nicht ausdrücklich davon abgewichen wird, finden die Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf die Berechnung der Fristen.

Art. 29 - Die Kilometerabgabe kann am ersten Tag nach einer Frist von neun Monaten fällig werden, so wie vorgesehen in Artikel 17 Ziffer 2° des am 9. Februar 1994 in Brüssel unterzeichneten Übereinkommens zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993, dies jedoch frühestens am 1. Januar 2016.

Die Regierung kann das im ersten Absatz festgelegte Datum verschieben, wenn sie von dem benannten Dienstleistungserbringer nicht die Bestätigung erhalten hat, dass die Infrastruktur, die er dem Mauterheber für den Betrieb des elektronischen Datenerfassungssystems zur Verfügung stellen muss, am ersten Tag nach der im ersten Absatz erwähnten Frist von neun Monaten verfügbar sein wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Note

(1) Sitzungsperiode 2014-2015.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 236 (2014-2015) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. Juli 2015

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27115]

16 JULI 2015. — Decreet tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen.*

Artikel 1. Richtlijn 1999/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 1999 betreffende het in rekening brengen van het gebruik van bepaalde infrastructuurvoorzieningen aan zware vrachtoertuigen, gewijzigd bij Richtlijn 2006/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 en bij Richtlijn 2011/76/EU van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2011, wordt bij dit decreet omgezet.

Richtlijn 2004/52/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2009 betreffende de interoperabiliteit van elektronische tolheffingssystemen voor het wegverkeer in de Gemeenschap wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 31 januari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de invoering van de kilometerheffing op het grondgebied van de drie Gewesten en tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven interregionaal Samenwerkingsverband Viapass onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ;

2° administratie : de administratie aangewezen door de Regering ;

3° EURO-emissienorm : de normen ingevoerd op basis van de emissiegrenswaarden zoals bepaald in bijlage 0 bij Richtlijn 1999/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 juni 1999 betreffende het in rekening brengen van het gebruik van bepaalde infrastructuurvoorzieningen aan zware vrachtoertuigen, gewijzigd bij Richtlijn 2006/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 en bij Richtlijn 2011/76/EU van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2011 ;

4° tolgebiedverklaring : verklaring waarmee een tolheffende instantie de algemene voorwaarden bepaalt als bedoeld in artikel 5, 2°, van de beschikking 2009/750/EEG van de Commissie van 6 oktober 2009 tot definiëring van de Europese elektronische tolheffingsdienst en de bijbehorende technische onderdelen en waaraan de dienstverleners moeten voldoen om toegang tot het betrokken tolgebied te verkrijgen ;

5° elektronische registratievoorziening : de elektronische boordapparatuur bestemd voor de plaatsbepaling van het voertuig waarin de boordapparatuur is geplaatst en dat, al dan niet met behulp van elektronische apparatuur op afstand, data uitwisselt om te komen tot de registratie van afgelegde kilometers of gedeelten van afgelegde kilometers, evenals de berekening van de kilometerheffing op deze geregistreerde afstand ;

6° verplaatsingsgegevens : de plaatsbepaling van het voertuig, het uur en de datum waarop de kilometers of kilometergedeelten geregistreerd worden ;

7° gegarandeerd betaalmiddel : betaalmiddel waarmee de dienstverlener de kilometerheffing en, in voorkomend geval, de aan de houder van het voertuig gefactureerde inningskosten op eerste verzoek kan innen, zonder verdere toelating van de houder van het voertuig en zonder dat deze de betaling die met het betaalmiddel werd verricht, kan annuleren ;

8° tolheffende instantie : de publiekrechtelijke rechtspersoon waaraan het Waalse Gewest het beheer of de concessie van de weg of van een gedeelte ervan heeft opgedragen ;

9° tol : het woord « tol » heeft dezelfde betekenis als de uitdrukking « kilometerheffing » ;

10° dienstverlener : elke door een tolheffende instantie op haar tolgebied toegelaten juridische entiteit die een dienst aanbiedt van facturatie aan gebruikers, inning, en afdracht aan de gewesten of aan de door hen aangeduide concessiehouders, van kilometerheffing op basis van door een elektronische registratievoorziening geregistreerde gegevens ;

11° aangewezen dienstverlener (Single Service Provider) : de dienstverlener waarmee in uitvoering van de overeenkomst betreffende de realisatie van een gezamenlijke opdracht in de zin van de wetgeving op de overheidsopdrachten, een DBFMO-overeenkomst wordt gesloten en die, onder zijn verantwoordelijkheid de vaste en mobiele handhavingsapparatuur ter beschikking stelt aan de met de handhaving van de kilometerheffing belaste gewesten ;

12° DBFMO-overeenkomst : de overeenkomst die door Viapass in uitvoering van de Samenvoegingsovereenkomst bedoeld onder punt 13° met de aangewezen dienstverlener (Single Service Provider) wordt gesloten ;

13° Samenvoegingsovereenkomst : de overeenkomst betreffende de realisatie van een gezamenlijke opdracht in de zin van artikel 38 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gesloten tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en SOFICO ;

14° weg : de landwegenis en aanhorigheden ;

15° tolgebied : een deel van het wegennet met inbegrip van structuren zoals een tunnel, een brug, of een veerpont waarvoor door een tolheffende instantie kilometerheffing wordt geïnd of waarop kilometerheffing kan worden geïnd, maar het tarief nul eurocent bedraagt ;

16° voertuig : een motorvoertuig of een samenstel van voertuigen bedoeld of gebruikt, al dan niet uitsluitend, voor het vervoer over de weg van goederen en waarvan het maximaal toegestane totaalgewicht meer dan 3,5 ton bedraagt ;

17° Viapass : het interregionaal samenwerkingsverband opgericht bij artikel 18 van de samenwerkingsovereenkomst ;

18° heffingszone : een begrensd wegsegment met een vast begin- en eindpunt waarop bij gebruik in een welbepaalde rijrichting op elk moment een eenduidig bepaald en afstandsgerelateerd tarief Tz van toepassing is.

HOOFDSTUK II. — *Kilometerheffing*

Art. 3. Onder kilometerheffing wordt verstaan de heffing die een publiekrechtelijk rechtspersoon waaraan het Gewest het beheer of de concessie van een weg of van een weggedeelte heeft toegewezen, krachtens een met het Gewest gesloten concessiecontract als vergoeding ontvangt voor het gebruik van die weg door een voertuig.

HOOFDSTUK III. — *Invorderbaarheid van de kilometerheffing en verschuldigde*

Art. 4. De kilometerheffing is verschuldigd per kilometer of kilometergedeelte afgelegd door een bepaald voertuig, op het ogenblik dat de kilometer of het kilometergedeelte wordt afgelegd en geregistreerd.

De registratie geschiedt met behulp van een elektronische registratievoorziening.

Art. 5. § 1. De verschuldigde van de kilometerheffing is :

1) hetzij de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven bij de autoriteit belast met de inschrijving van de voertuigen in België of in het buitenland ;

2) hetzij de houder van het voertuig die beschouwd wordt als de bestuurder of elk ander persoon die het voertuig feitelijk ter beschikking heeft.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt, in geval van een samenstel van voertuigen, het kenteken van het motorvoertuig bedoeld.

§ 2. Bij gebrek aan betaling van de kilometerheffing of van de in artikel 22 bedoelde administratieve boete door de natuurlijke of rechtspersoon die op het inschrijvingscertificaat vermeld wordt of moet worden, is de houder van het voertuig hoofdelijk gehouden tot de betaling van de kilometerheffing of van de administratieve boete, met voorbehoud van zijn beroep tegen de natuurlijke of rechtspersoon die op het inschrijvingscertificaat vermeld wordt of moet worden.

§ 3. De verschuldigde bedoeld in de eerste paragraaf kan, als hij het voertuig ter beschikking van een derde stelt op permanente of gebruikelijke wijze, door verhuur of leasing of via elk ander contract, met uitsluiting van het arbeidscontract, genoemde derde met diens instemming als verschuldigde aanwijzen.

De oorspronkelijke verschuldigde van het voertuig blijft hoofdelijk aansprakelijk voor de goede nakoming van de verplichtingen van genoemde derde.

De Regering kan de voorwaarden, de perken en de regels voor de toepassing van die mogelijkheid bij besluit vastleggen.

§ 4. De verschuldigde van de kilometerheffing moet het voertuig voorafgaand aan het gebruik van enige weg met een elektronische registratievoorziening uitrusten, ongeacht de administratieve categorie van de weg en ongeacht of hij al dan niet in beheer of in concessie gegeven is. De verschuldigde sluit daartoe een overeenkomst met een dienstverlener.

HOOFDSTUK IV. — *Berekening van de kilometerheffing**Afdeling 1. — Berekeningsformule*

Art. 6. De kilometerheffing wordt vastgelegd aan de hand van de volgende formule (excl. btw) :

$$= \sum_Z T_Z K_Z$$

K_Z = het aantal afgelegde kilometers dat in elk van die tariefzones aangerekend moet worden.

Afdeling 2. — Wijze van berekening van het tarief

Art. 7. § 1. Het tarief T_Z wordt bepaald als volgt :

$T_Z = F_x (BT + a_x A + b_x G + c_x E_N + d_x E_T + e_x E_p)$, waarbij :

1° $F = 1$ voor de tariefzones die de wegen of weggedeelten omvatten voor het gebruik waarvan de kilometerheffing verschuldigd is en 0 voor de andere wegen of weggedeelten ;

2° BT = basistarief ;

3° A = variatie in functie van wegtype :

- de autosnelwegen en autosnelwegenrings ;

- de overige gewestwegen.

De Regering is bevoegd om nieuwe wegtypes te bepalen.

4° G = variatie in functie van de gewichtsklasse van het voertuig. De verschillende categorieën zijn :

a) MTM hoger dan 3,5 ton en lager dan 12 ton ;

b) MTM hoger dan of gelijk aan 12 ton en lager dan of gelijk aan 32 ton ;

c) MTM hoger dan 32 ton.

De Regering is bevoegd om nieuwe MTM-categorieën te bepalen.

5° E_N = variatie in functie van de EURO-emissieklasse;

6° E_T = variatie in functie van het tijdstip ;

7° E_T = variatie in functie van de plaats ;

8° a, b, c, d en e = wegingscoëfficiënten.

§ 2. Als de factor F bedoeld in paragraaf 1 gelijk is aan 1, mag het tarief nooit lager zijn dan nul eurocent.

§ 3. De waarde van het basistarief, van de variabelen en de wegingscoëfficiënten die gebruikt worden in de wegingsformule, worden bepaald door de tolheffende instantie en onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, die beslist en de waarde van het basistarief, van de variabelen en de wegingscoëfficiënten die in de wegingsformule gebruikt worden bij besluit bekendmaakt.

Het basistarief wordt geïndexeerd op grond van de index van de consumptieprijzen.

Afdeling 3. — Berekening van het aan te rekenen aantal kilometers

Art. 8. § 1. Het in een tariefzone aan te rekenen aantal kilometers K_Z wordt berekend aan de hand van volgende formule :

$$K_Z = KM \times (100 \% - C)$$

waarbij :

KM = het aantal kilometers geregistreerd in bedoelde tariefzone waar op dat tijdstip een tarief T_Z toepasselijk is gedurende een bepaalde kalenderdag ;

C = correctiefactor ter compensatie van de onnauwkeurige registratie.

z = de verschillende tariefzones omschreven in artikel 2, 18°.

Aangezien het tarief T_Z in de tijd en per verkeersrichting kan variëren, zal K_Z afzonderlijk berekend worden voor elke T_Z -waarde die voorkomt tijdens het gebruik van bedoeld weggedeelte.

KM wordt in de boeken opgenomen tot drie decimalen na de eenheid en afgerond naar het bovenste of onderste duizendste al naar gelang het cijfer van de tien duizendste al dan niet 5 bereikt.

§ 2. De correctiefactor bedoeld in paragraaf 1 wordt op een waarde van 1,5 % vastgelegd. De correctiefactor kan naar gelang van de technologische evolutie door de Regering gewijzigd worden.

§ 3. De tariefzones worden door de tolheffende instantie bepaald en onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, die beslist en de tariefzones bij besluit bekendmaakt.

HOOFDSTUK V. — *Vrijstellingen*

Art. 9. § 1. Op verzoek van de verschuldigde worden de volgende voertuigen vrijgesteld van de kilometerheffing :

1° de voertuigen die uitsluitend gebruikt worden voor en door defensie, bescherming burgerbevolking, brandweer en politie en als zodanig uiterlijk herkenbaar zijn ;

2° de voertuigen die speciaal en uitsluitend voor medische doeleinden zijn uitgerust en als zodanig uiterlijk herkenbaar zijn ;

3° de voertuigen van het type landbouw, tuinbouw of bosbouw die slechts af en toe op de openbare weg in België rijden en uitsluitend voor landbouw-, tuinbouw-, visteelt- of bosbouwwerkzaamheden worden gebruikt.

§ 2. Er wordt ook een vrijstelling zonder nieuw verzoek verleend voor de in paragraaf 1 bedoelde voertuigen die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of het Vlaams Gewest van de kilometerheffing worden vrijgesteld krachtens de wetgeving die er toepasselijk is.

§ 3. De verschuldigde bedoeld in paragraaf 1 richt zijn verzoek om vrijstelling via een elektronische registratie aan de tolheffende instantie :

1° als zijn adres, zoals vermeld in de persoonsgegevens die voorkomen op het inschrijvingscertificaat van het voertuig zoals opgemaakt krachtens de Belgische wetgeving betreffende de inschrijving van de voertuigen, zich in Waals Gewest bevindt ;

2° of, zo niet, als zijn maatschappelijke zetel of zijn woonplaats in het Waals Gewest gevestigd is.

Als het voertuig niet in België ingeschreven moet worden, wordt het verzoek om vrijstelling via een elektronische registratie aan Viapass gericht. Viapass deelt het verzoek mee aan de tolheffende instantie, die zich erover uitspreekt.

De verschuldigde voegt een elektronische versie van zijn inschrijvingscertificaat bij zijn verzoek.

§ 4. De vrijstelling heeft uitwerking vanaf de werkdag die volgt op de datum van het verzoek.

De verschuldigde geniet het voordeel van de vrijstelling zolang hij de in paragraaf 1 bedoelde vrijstellingsvoorwaarden vervult. Als die voorwaarden niet meer vervuld zijn, verwittigt hij onmiddellijk de entiteit waar het laatste verzoek om vrijstelling voor het betrokken voertuig is ingediend.

§ 5. De tolheffende instantie bezorgt de administratie wekelijks een elektronisch bestand met de volgende gegevens :

1° de verschuldigde ;

2° het plaatnummer van het voertuig waarvoor de vrijstelling is aangevraagd ;

3° de aard van de vrijstelling ;

4° de elektronische versie van het inschrijvingscertificaat ;

5° de begindatum van de vrijstelling ;

6° de einddatum van de vrijstelling.

De door de Regering aangewezen ambtenaren kunnen nagaan of het verzoek om vrijstelling juist is.

HOOFDSTUK VI. — *Overeenkomst gesloten tussen de verschuldigde en de dienstverlener*

Art. 10. § 1. Voorafgaand aan het gebruik van enige weg sluit de verschuldigde per voertuig een overeenkomst met een dienstverlener van zijn keuze.

De dienstverlener vordert de door de verschuldigde te betalen kilometerheffing in namens en voor rekening van de tolheffende instantie. De dienstverlener maakt de ingevorderde kilometerheffing aan de tolheffende instantie over.

§ 2. De verschuldigde moet bij het sluiten van de overeenkomst alle bewijsstukken overleggen die nodig zijn voor de bepaling van de MTM en van de EURO-emissienorm van het voertuig. Zo niet is de hoogste MTM en/of EURO-emissienorm van toepassing.

Bij gebrek aan overlegging van de stukken bedoeld in het eerste lid, kan de verschuldigde altijd de bewijsstukken aan de dienstverlener overleggen. De daarin vermelde MTM en/of EURO-emissienorm worden toegepast vanaf de dag die volgt op die van de overlegging van genoemde stukken.

Art. 11. De door de tolheffende instantie aangewezen dienstverlener moet met elke verschuldigde die erom verzoekt, zonder discriminatie, een overeenkomst conform deze wetgeving sluiten.

Art. 12. Om de invordering van de kilometerheffing te garanderen, desgevallend met inbegrip van de kosten aangerekend door de dienstverlener om de invordering te garanderen, kan laatstgenoemde de verschuldigde de verplichting opleggen om een gegarandeerd betaalmiddel ter beschikking te stellen.

Als het gegarandeerd betaalmiddel de terbeschikkingstelling van speciën door de verschuldigde inhoudt, wordt het bedrag gestort op een door de dienstverlener beheerde rekening en bestemd voor de betaling van de kilometerheffing ten belope van het verschuldigde bedrag. De intresten gegenereerd door het krediet van de rekening komen ten goede aan de verschuldigde.

Ongeacht de aard van het gegarandeerd betaalmiddel, moet een bericht van ontvangst van de betaling op verzoek van de houder van het voertuig afgegeven worden.

Art. 13. De dienstverlener kan de uitvoering van de overeenkomst slechts opschorten als de verschuldigde :

1° niet voldoet aan zijn betalingsverplichtingen jegens de dienstverlener ;

2° in voorkomend geval geen of een ontoereikend gegarandeerd betaalmiddel ter beschikking heeft gesteld ;

3° een gebruik van de elektronische registratievoorziening maakt dat strijdig is met de gebruiksaanwijzing die door de dienstverlener ter beschikking is gesteld ;

4° nalaat onmiddellijk een defect aan de elektronische registratievoorziening te melden ;

5° de instructies van de dienstverlener niet opvolgt met het oog op de vervanging of de herstelling van de defecte elektronische registratievoorziening.

De dienstverlener geeft de verschuldigde en de administratie onmiddellijk kennis van de opschorting van de uitvoering van de overeenkomst.

De kennisgeving geschiedt via een elektronische methode overeengekomen door de tolheffende instantie en de dienstverlener.

Art. 14. De overeenkomst omvat de volgende diensten die door de dienstverlener aan de verschuldigde verleend worden :

1° de terbeschikkingstelling van een elektronische registratievoorziening – met inbegrip van de gebruiksaanwijzing – waarmee het voertuig uitgerust moet worden en die voldoet aan de eisen van de toepasselijke regelgeving. De dienstverlener kan voor het gebruik van een elektronische registratievoorziening een borgsom vragen waarvan het bedrag in verhouding staat met de prijs ervan ;

2° de emissie en de ontvangst van een signaal dat draadloos overgebracht wordt vanaf een elektronische registratievoorziening bedoeld onder punt 1° en dat daartoe voorzien wordt en alle vereiste gegevens voor de bepaling van de kilometerheffing bevat ;

3° in voorkomend geval de verplichting om bijtijds mee te delen dat het gegarandeerd betaalmiddel ontoereikend wordt ;

4° de verzending aan de dienstverlener van de dagelijkse aangifte van de kilometerheffingen ;

5° de storting van de kilometerheffing aan de tolheffende instantie ;

6° de periodieke verzending, indien mogelijk langs de elektronische weg, van een factuur aan de verschuldigde, met melding van de verschuldigde bedragen en van :

a) het totaalbedrag van de kilometerheffing ;

b) in voorkomend geval, de kosten van de diensten van de dienstverlener ; en

c) in voorkomend geval, het saldo na aftrek van de betaalde bedragen door gebruik te maken van de gegarandeerde betaalmiddelen.

De factuur vermeldt minstens de gegevens i.v.m. de verplaatsingen alsook de overige elementen die nodig zijn voor de berekening van de toegepaste kilometerheffing.

Als de verschuldigde over verschillende voertuigen beschikt, stuurt de dienstverlener hem op zijn verzoek een factuur toe voor alle betrokken voertuigen. De factuur moet voor elk voertuig melding maken van de gegevens bedoeld in het vorige lid.

De dienstverlener moet ervoor zorgen dat de factuur bedoeld in lid 1, 6°, aan de btw-wetgeving voldoet.

Art. 15. Elke overeenkomst gesloten met de houder van een voertuig bevat minstens de volgende gegevens :

1° de identiteit en de persoonsgegevens van de verschuldigde ;

2° de inschrijving van het betrokken voertuig of, desgevallend, de betrokken voertuigen, alsook de MTM en de EURO-emissienorm ervan ;

3° de rechten en plichten van de verschuldigde en van de dienstverlener, zoals bepaald bij deze wetgeving ;

4° de melding van de terbeschikkingstelling van de elektronische registratievoorziening en de gepaste gebruiksaanwijzing ;

5° in voorkomend geval, de melding van de afgifte van een borgsom voor de elektronische registratievoorziening ;

6° in voorkomend geval, de melding dat een gegarandeerd betaalmiddel geëist wordt ;

7° de wijze waarop de factuur opgemaakt wordt en de periodiciteit ervan;

8° de wijze waarop de dienstverlener de niet-verschuldigde bedragen terugbetaalt die door de verschuldigde zijn betaald ;

9° de wijze waarop een einde aan de overeenkomst kan worden gemaakt.

HOOFDSTUK VII. — *Elektronische registratievoorziening*

Art. 16. § 1. Voorafgaand aan het gebruik van de weg rust de verschuldigde het voertuig dat niet van de kilometerheffing vrijgesteld is uit met de elektronische registratievoorziening die hem door de dienstverlener verschaft wordt.

§ 2. De verschuldigde zorgt ervoor dat de elektronische registratievoorziening bij elk weggebruik de door het voertuig afgelegde afstand registreert volgens de gegevens vermeld door de mens-machine-interface.

Onder mens-machine-interface wordt verstaan elk bestanddeel van de elektronische registratievoorziening dat de communicatie tussen de elektronische registratievoorziening en de gebruiker ervan mogelijk maakt, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toetsen en het scherm.

Art. 17. § 1. De verschuldigde neemt onmiddellijk contact op met de dienstverlener in de volgende gevallen :

1° als de elektronische registratievoorziening aangeeft dat zij niet meer voldoet aan de voorschriften van dit decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten ;

2° als de elektronische registratievoorziening geen signaal meer uitzendt ;

3° als hij ingelicht is over het feit dat het gegarandeerd betaalmiddel ontoereikend is geworden.

§ 2. De dienstverlener geeft de verschuldigde desnoods instructies volgens dewelke :

1° hetzij hij zich binnen hoogstens drie uren naar een dienstverleningspunt van zijn keuze begeeft, te rekenen van het tijdstip waarop de dienstverlener in kennis gesteld werd van één van de gevallen vermeld in paragraaf 1 ;

2° hetzij hij opnieuw een gegarandeerd betaalmiddel verstrekt.

HOOFDSTUK VIII. — *Toestemming die de dienstverlener toegang tot het tolgebied verleent*

Art. 18. Het is verboden diensten i.v.m. de kilometerheffing te verlenen zonder toestemming van de tolheffende instantie.

De tolheffende instantie geeft de in lid 1 bedoelde toestemming zonder onderscheid aan de openbare of privé dienstverleners die, als ze in België gevestigd zijn, overeenkomstig het samenwerkingsakkoord door Viapass geregistreerd worden, of die in een andere Staat van de Europese Unie geregistreerd zijn en met de tolheffende instantie een overeenkomst gesloten hebben die de in de tolgebiedverklaring omschreven algemene voorwaarden bevat, wat betreft de wegen die tot het tolgebied behoren. De tolgebiedverklaring bevat de rechten en plichten van de dienstverlener waarin deze wetgeving voorziet.

HOOFDSTUK IX. — *Verklaring en betaling*

Art. 19. § 1. De dienstverlener bezorgt de tolheffende instantie dagelijks een verklaring waarin voor elk aan de kilometerheffing onderworpen voertuig dat op het net een aan de kilometerheffing onderworpen verplaatsing heeft verricht die de dag voordien door de elektronische registratievoorziening is meegedeeld, minimum de volgende gegevens vermeld worden :

1° de eenduidige identificatie van het voertuig en van de elektronische registratievoorziening waarmee het uitgerust is ;

2° het totaalaantal kilometers of kilometergedeelten geregistreerd door de registratievoorziening ;

3° de verschuldigde som, inclusief btw, van de kilometerheffing per dag verplaatsing van het voertuig.

Die dagelijkse verklaring wordt overgemaakt via een bestand van elektronische gegevens die door de dienstverlener voor echt zijn verklaard. Een bericht van ontvangst wordt aan de tolheffende instantie overgemaakt.

§ 2. De dienstverlener stort de verschuldigde kilometerheffingen aan de tolheffende instantie, met inachtneming van zijn contractuele verplichtingen jegens laatstgenoemde.

§ 3. De dienstverlener verstrekt op verzoek van de tolheffende instantie of van Viapass alle vereiste informatie waarmee :

1° de juistheid van de overgemaakte gegevens kan worden nagegaan ;

2° het op basis van de dagelijkse verklaringen gestorte bedrag, enerzijds, en de facturen uitgegeven en ingevorderd door de dienstverlener namens en voor rekening van de tolheffende instantie, anderzijds, in overeenstemming gebracht kunnen worden.

HOOFDSTUK X. — *Invordering**Afdeling 1. — Invordering van de kilometerheffing door de tolheffende instantie bij de dienstverlener*

Art. 20. Als de dienstverlener de kilometerheffing niet binnen de voorgeschreven termijn betaalt, stuurt de tolheffende instantie hem een ingebrekestelling.

Als de dienstverlener de kilometerheffing niet stort binnen een termijn van 60 dagen, met ingang op de derde dag na de datum van kennisgeving van de ingebrekestelling, kan de tolheffende instantie de betaling voor de bevoegde rechtbank vorderen.

Een verwijntrest berekend tegen de wettelijke voet bepaald bij de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties kan door de tolheffende instantie geëist worden.

Art. 21. De verjaring van de invordering van de kilometerheffing bij de dienstverlener is verworven na afloop van een termijn van twee jaar die ingaat op de derde werkdag nadat de in artikel 19 bedoelde gegevens aan de tolheffende instantie werden overgebracht.

Als de in artikel 19 bedoelde gegevens niet of laattijdig worden overgebracht, of als de overgebrachte gegevens onjuist zijn, wordt de termijn van twee jaar in afwijking van het vorige lid met drie jaar verlengd.

De termijnen bedoeld in de vorige leden worden in geval van rechtsvordering geschorst zolang deze niet beslecht is bij een beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan.

Afdeling 2. — Onmiddellijke invordering van de administratieve boete door de ambtenaar aangewezen door de Regering

Art. 22. Elke overtreding van dit decreet of van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt bestraft met een administratieve boete van 1.000,00 euro.

In geval van vaststelling van een samenloop van overtredingen begaan met hetzelfde voertuig gedurende een ononderbroken periode van drie uren zijn de volgende regels toepasselijk :

1° de termijn van drie uren begint te lopen vanaf de eerste overtreding die vastgesteld wordt ;

2° de administratieve boete is slechts voor de eerste overtreding verschuldigd.

In geval van een samenloop van overtredingen vastgesteld in verschillende Gewesten in het kader van de decreten of ordonnanties tot invoering van de kilometerheffing en begaan met hetzelfde voertuig gedurende een ononderbroken periode van drie uren zijn de volgende regels toepasselijk :

1° de termijn van drie uren begint te lopen vanaf de eerste overtreding die vastgesteld wordt ;

2° de administratieve boete is slechts verschuldigd als de eerste overtreding krachtens dit decreet of de desbetreffende uitvoeringsbepalingen is vastgesteld.

Voor de toepassing van de leden 2 en 3 worden de niet bestrafte overtredingen niet meer in aanmerking genomen voor de samenloop van overtredingen van een andere ononderbroken periode van drie uren.

De natuurlijke en rechtspersonen zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de administratieve boete en de andere bedragen van om het even welke aard die aan hun aangestelden of mandatarissen opgelegd worden wegens een overtreding inzake kilometerheffing.

De Regering is bevoegd om de duur van de ononderbroken periode te wijzigen en om het bedrag van de boete te indexeren volgens de modaliteiten die zij vastlegt.

Art. 23. Voor de onderzoeken en controles betreffende de administratieve boetes beschikken de door de Regering aangewezen ambtenaren over dezelfde rechten als die bedoeld in de artikelen 11*bis*, 12 en 12*bis* van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

Art. 24. De administratieve boetes m.b.t. de overtredingen bedoeld in artikel 22 worden, behoudens afwijking waarin dit decreet voorziet, geïnd, in voorkomend geval ingekohierd, en ingevorderd door de ambtenaar die de Regering heeft aangewezen, overeenkomstig de artikelen 17*bis*, 18, 18*bis*, 21, 29 tot 31, 35 tot 57*sexies* van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

Art. 25. Het aanslagbiljet vermeldt :

- 1° de woorden « Région wallonne » ;
- 2° de identiteit (naam en voornaam of benaming, al naar gelang van het geval) en het adres van de verschuldigde ;
- 3° de verwijzing naar artikel 22, desgevallend aangepast krachtens het laatste lid ervan, en artikel 26 van dit decreet ;
- 4° het nummer van het kohierartikel van bedoelde administratieve boete ;
- 5° de datum van het visum van tenuitvoerlegging van het kohier ;
- 6° het bedrag van de administratieve boete en de begane overtreding ;
- 7° de opeisbaarheidsdatum ;
- 8° de aanwijzing en het adres van de dienst belast met de vastlegging van de administratieve boete ;
- 9° de aanwijzing en het adres van de dienst belast met de inning van de administratieve boete en de rekening waarop het desbetreffende bedrag gestort moet worden ;
- 10° de aanwijzing en het adres van de ambtenaar bij wie het administratief beroep ingesteld kan worden en de beroepstermijn.

Art. 26. De administratieve beroepen en de gerechtelijke beroepen betreffende de geïnde, desgevallend ingekohierde, en ingevorderde administratieve boetes worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 25 tot 28 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

HOOFDSTUK XI. — *Bijstand aan een ander Gewest*

Art. 27. De administratie kan de bedragen die aan een ander Gewest inzake administratieve boetes verschuldigd zijn in het kader van de kilometerheffing invorderen, als consignatie houden en overdragen aan het Gewest waaraan ze toehoren.

HOOFDSTUK XII. — *Algemene bepalingen en inwerkingtreding*

Art. 28. Behoudens uitdrukkelijke afwijking zijn de bepalingen van het Gerechtelijk wetboek van toepassing op de berekening van de termijnen.

Art. 29. De kilometerheffing kan geëist worden op de eerste dag volgend op een termijn van negen maanden zoals bepaald bij artikel 17, 2°, van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994, door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, en vroegstens op 1 januari 2016.

De Regering kan de in lid 1 bedoelde datum verschuiven als ze van de aangewezen dienstverlener niet de bevestiging heeft gekregen dat de infrastructuur die hij ter beschikking van de tolheffende instantie moet stellen voor de werking van de elektronische registratievoorziening beschikbaar zal zijn op de eerste dag volgend op de termijn van negen maanden bedoeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2014-2015.

Stukken van het Waals Parlement, 236 (2014-2015), nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 juli 2015

Bespreking.

Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31478]

16 JULI 2015. — Verordening nr. 15-02 tot vaststelling van de rekening over het dienstjaar 2013, bekrachtigd bij collegebesluit nr. 20142015-0672

De Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *De begrotingsrekening*

Afdeling 1. — De gewone dienst

Artikel 1. De vastleggingen van de gewone uitgaven uitgevoerd ten laste van de begrotingskredieten over het dienstjaar 2013 belopen 176.886.912,70 EUR, onderverdeeld als volgt:

	Kredieten	Vastleggingen
Uitgaven voorzien in de begroting	122.242.042,26	118.168.166,76
Overboekingen voorzien in de begroting	54.183.001,86	51.938.011,18
Uitgaven voorzien in vorige dienstjaren (= SVS)	7.194.102,13	6.780.734,76
Totaal	183.619.146,25	176.886.912,70

Art. 2. De vastgestelde rechten voor de gewone dienst over het dienstjaar 2013 belopen 180.676.440,65 EUR, onderverdeeld als volgt:

	Ramingen	Vastgestelde rechten
Ontvangsten voorzien in de begroting	141.379.376,58	140.949.164,47
Overboekingen voorzien in de begroting	26.931.124,21	24.412.960,55
Ontvangsten voorzien voor vorige dienstjaren	8.120.213,50	15.314.315,63
Totaal	176.430.714,29	180.676.440,65

Art. 3. § 1. De aangerekende uitgaven van de gewone dienst over het dienstjaar 2013 belopen 168.982.608,41 EUR, onderverdeeld als volgt:

	Vastleggingen	Aanrekeningen
Uitgaven voorzien in de begroting	118.168.166,76	110.739.953,37
Overboekingen voorzien in de begroting	51.938.011,18	51.938.011,18
Uitgaven voorzien in vorige dienstjaren (= SVS)	6.780.734,76	6.304.641,86
Totaal	176.886.912,70	168.982.606,41

§ 2. De naar het dienstjaar 2014 over te dragen vastleggingen belopen 7.904.306,29 EUR.